

# la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 41. — Vendredi 20 juin 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

## CONTRE L'IMPÉRIALISME ASSASSIN

# Les exécutions n'arrêteront pas la révolution en Indochine

### Treize nouvelles exécutions à Yen-Bay !

L'impérialisme français cherche à écraser le développement de la lutte pour l'émancipation coloniale par une série d'assassinats. Dans le plus grand secret, il a fait mettre à mort à Yen-Bay, treize héroïques rebelles. La sauvagerie de la répression démontre la crainte et l'âpreté de la bourgeoisie à défendre sa proie. Le sang répandu n'entravera pas le cours historique de la révolte. La main des légionnaires a pu fermer la bouche des suppliciés quand ils ont prononcé le serment de la mort dans les rangs du prolétariat.

La bourgeoisie française accorde au mouvement de révolte colonial l'importance capitale qu'il revêt. Les puissants négriers — Homberg, Fontaine et consorts — défendent farouchement leurs fécondes rapines. Mais toute la bourgeoisie française perçoit nettement la gravité historique de l'heure, la fermentation révolutionnaire de l'Asie et le péril de l'impérialisme colonial. Le capital français bénéficie tout entier des riches profits de l'exploitation de l'Indochine. L'Indochine est avec l'Algérie la colonie dont il tire l'exploitation la plus fructueuse. Au moment où les aggravations de la lutte économique mondiale dirigent son activité dans le champ de l'exploitation des colonies, il sait combien sa perte le diminuerait devant ses rivaux impérialistes.

### Le discours de Piétri

Le discours de Piétri annonce une série de mesures inspirées par un sens de classe clairvoyant et décidé. C'est d'abord le renforcement de l'armée d'occupation (notamment des anges gardiens des civilisations, les légionnaires), le perfectionnement technique de l'appareil policier, la fermeture de la frontière chinoise contiguë aux régions agitées, c'est l'intensification du recrutement militaire parmi les montagnards To et Moï « que préconisait si vivement, nous apprend Piétri, M. Varenne ». Les étudiants annamites en France verront leur nombre considérablement réduit. Les travailleurs indochinois que le dur tribut militaire expédiait en France ne seront plus versés dans les sections techniques où ils étaient en contact avec les ouvriers français. Parallèlement à ces mesures, quelques bribes dérisoires de réformes sont envisagées sur le papier. Devant les failles criantes de l'administration coloniale, elles ne visent qu'à réadapter la domination impérialiste au milieu, à tenter d'élargir sa base dans la population par « la collaboration » indigène, à sonder plus étroitement la tutelle tyrannique de l'appareil gouvernemental aux couches sociales indigènes liées à l'exploitation capitaliste. Dans ce domaine même, les mesures de rigueur prise contre les étudiants, l'impossibilité d'élargir la soi-disant représentation indigène, le refus de « normaliser » des institu-

tions aussi monstrueuses que la commission criminelle, la méfiance généralisée donnent la mesure des difficultés dans lesquelles se débat le pouvoir et marquent un recul de sa politique.

C'est à une répression implacable qu'il recourt avant tout. C'est dans le sang, qu'il veut écraser le mouvement. Il sait déjà par les amples remous du prolétariat agricole et des paysans de Cochinchine qu'il ne s'agit plus de conspirations qu'on peut décapiter en suppliciant les conjurés. Sur les trente-neuf condamnés de Yen-Bay, l'ordre de mise à mort a été donné pour treize.

Comment les treize meurtres ont-ils été perpétrés. Treize vaillants révolutionnaires indochinois ont péri pour s'être levés contre l'oppression cruelle qui voue à l'extermination les ouvriers et les paysans d'Indochine. A la propagande communiste, le ministre a fait la déclaration d'une guerre acharnée.

### La situation des masses

Cependant un reporter du *Petit Parisien* relève jour par jour, les facteurs matériels qui sont les moteurs de l'organisation et de l'impulsion des classes appelées à mener contre l'impérialisme un combat définitif : les conditions d'exploitation que l'impérialisme inflige au prolétariat industriel et agricole, aux plus larges couches paysannes. Au Tonkin, 90 000 des coolies, rapporte Roubaud, travaillent dix heures de jour ou de nuit pour recevoir cin-

quante sous dont le contremaître, garde-chiourme en rogne une part. La généralité des paysans, asservis par l'usure, ne peut jamais se libérer de ses dettes écrasantes : il peine à la tâche, menacé par les intempéries rigoureuses, pour l'usurier et pour l'impôt qui lui prend un mois de son travail. La famine est permanente, le dépérissement chronique. Des milliers de victimes sont abattues quand le typhon, l'inondation, le choléra exaspèrent encore cette misère imposée.

Dans les centres ouvriers, les exploités de ces sociétés sont les sociétés fi-

les campagnes, c'est le prêt usuraire qui ronge, qui dévore la paysannerie et l'asservit par des liens féodaux au créancier villageois, et par delà le prêteur citadin, aux banques de l'impérialisme. Dans la *Vérité* du 9 mai, nous relevions la déclaration du *Crédit Foncier de l'Indochine* : les opérations de prêts hypothécaires continuent à progresser régulièrement tant dans les centres urbains que dans les provinces rurales.

Sur l'analyse concrète des rapports de classe, sur la dynamique des classes dans le développement actuel de la situation révolutionnaire, sur le contenu de l'activité du jeune parti communiste indochinois, sur ses rapports avec les partis nationalistes, ni l'*Huma* ni la presse de l'Internationale stalinienne n'apportent rien.

Les ouvriers doivent défendre le jeu-

ne parti communiste indochinois contre les théories falsifiées du « bloc des quatre classes » ou des « partis ouvriers et paysans » avec lesquelles les dirigeants staliens ont naufragé la révolution chinoise et égarent la révolution hindoue.

### Lutte commune du prolétariat en France et en Indochine

Il faut que le prolétariat français comprenne qu'il est de son devoir immédiat de soutenir ses frères de lutte indochinois.

Le sort de la révolution en France

A l'appel incessable de l'opposition communiste, sous la pression de nombreux travailleurs communistes, le parti commence à s'ébranler. Mais il ne suffit pas d'écrire après coup sans pudeur, comme le fait *Berlioz* dans la *Correspondance Internationale* : « Déjà notre manifestation au Mur avait comme mot d'ordre principal : Libération des condamnés indochinois » alors qu'il sait que les exhortations pressantes et répétées de l'opposition n'ont pas pu arracher aux bureaucrates ce mot d'ordre nécessaire. Après l'appel de la C.G.T.U. qu'est-ce qui viendra ? Où sont les meetings du Parti ? Il est indispensable de mener une agitation révolutionnaire conséquente et suivie sur la base de l'information précise des processus révolutionnaires de l'Indochine devant les ouvriers français et de l'appel à une solidarité massive et agissante. Au travers de cette lutte, l'Opposition appellera les travailleurs à redresser les erreurs de la politique stalinienne.

La conscience de l'unité dans la lutte, la solidarité agissante des ouvriers révolutionnaires avec nos camarades indochinois doit s'exprimer par la défense active des dix-neuf étudiants et ouvriers déportés en Indochine par le gouvernement. Nos dix-neuf camarades embarqués de force et sous escorte policière sur l'*Athos II*, sont parqués à fond de cale sous la surveillance de cent soldats qui vont en Chine. L'accès du pont ne leur est permis qu'à de certaines heures : le restant du temps ils sont bouclés dans l'étouffante chaleur obscure de la cale. Aucune brimade, aucun mauvais traitement ne leur est épargné. Leur nourriture est mauvaise et insuffisante. Ils doivent la prendre accroupis sur le plancher. Une hostilité systématique a été organisée contre eux. A mesure que le navire s'éloigne, les insultes et les provocations redoublent de fréquence et de témérité. Un commissaire de police les conduit. *Vers quoi ?* Aux prolétaires de prendre résolument nos compagnons en danger sous leur protection, aux ouvriers de prendre dans une action intensifiée la défense vigoureuse des camarades dont nous sommes indissolublement solidaires. Le prolétariat ne les abandonnera pas à la vengeance des potentats coloniaux.

## POUR LES DÉPORTÉS

Résolution votée à l'unanimité, le 25 Mai 1930 par le rayon local du Secours Rouge de Valence (Espagne)

Le rayon du S. R. I. de Valence (Espagne), s'élève énergiquement contre l'assassinat du camarade bolchévik Bloumkine, l'incarcération de centaines de camarades communistes, ouvriers d'usine, et l'assassinat ces derniers mois des camarades bolchéviks Silov et Rabinovitch, qui ont été perpétrés sur l'ordre du thermidorien Staline, dans le but de se débarrasser de l'opposition qui lutte contre la fraction qu'il dirige.

Le rayon s'élève également contre les mensonges et les calomnies lancées par des comités irresponsables contre les militants de la révolution et les oppositionnels.

Il s'élève contre les manœuvres de la direction du Parti espagnol faites pour aider par le moyen du Secours Rouge, des emprisonnés de droit commun qui ne sont ni des membres du Parti ni des révolutionnaires, tandis que l'on abandonne complètement des membres du S. R. I., parce qu'ils sont de l'opposition et que l'on agit de même envers les communistes poursuivis.

Il s'élève contre la déportation de camarades éprouvés en Sibérie pour crime d'opposition et demande au C. E. du S. R. I. d'exiger leur liberté. Il demande que soit mis fin à la déportation du camarade Racovsky. Il réclame que soit rapportée la mesure d'exil qui frappe notre camarade L. D. Trotsky.





LETTRE D'ESPAGNE

Les dirigeants du parti contre les ouvriers de la base

Barcelone, juin.

Le gouvernement Berenguer, en fidele continuateur de la politique repres-

Le nombre des prisonniers gouver-

Nous avons déjà annonce l'arrestation de la mere du camarade Salvatierra et celle de la camarade Estefania Ordozgoiti.

Le camarade Pedro Garcia Lavid, de Bilbao, a été arrêté la semaine dernière, au cours de la greve des maçons de Bilbao.

« Contra la Corriente »

Il y a plus d'un mois, nous conformant aux démarches exigées par la loi, nous demandâmes l'autorisation nécessaire pour publier Contra la Corriente.

Officiellement et légalement, c'est le gouvernement civil de la province dans laquelle doit se publier le journal qui doit donner l'autorisation. Dans le cas présent, puisque la périodique doit se publier à Valence, il appartenait au gouverneur civil de cette province, de donner ou non l'autorisation.

Pendant ce temps, les syndicalistes,

anarchistes, socialistes et stalinien publient régulièrement leurs périodiques respectifs. Seule l'Opposition communiste espagnole voit mettre des obstacles à la publication de son organe.

Les ouvriers de la base demandent la réintégration des exclus

Dans toutes les localités et régions d'Espagne, la base du Parti a approuvé la réintégration des camarades de l'Opposition exclus par les bureaucrates stalinien.

En réalité, le C. E. du Parti prépare la liquidation totale du Parti communiste d'Espagne, en excluant les meilleurs camarades et tous ceux qui s'opposent à la continuation d'une politique néfaste.

L'Opposition communiste espagnole veut travailler et travailler avec le Parti, elle propose le front unique communiste à la direction du Parti pour faire front à la situation politique présente.

Henri LACROIX.

Encore sur Ercoli

Nous apprenons que les bureaucrates qui dirigent le P.C. Italien, acculés sur toutes les questions politiques, sont en train de tenter une diversion grossière sur la base de la lettre publiée dans la Vérité, émanant d'un groupe d'ouvriers de Turin.

UN BLUFF DE L' " HUMANITÉ "

LA VRAIE SITUATION DE L' U.G.E.E.

Dans l'Humanité, Charlot a donné un étrange compte rendu sur la situation de l'U.G.E.E. (Union Générale des Etudiants pour l'Enseignement). Il décide qu'il n'y aura pas de congrès national cette année, mais trois congrès régionaux à Paris, Tours et Lyon.

Ensuite pourquoi la section parisienne de l'U.G.E.E. n'a-t-elle pas été avertie et n'a-t-elle eu aucun délégué au congrès U.G.E.E. de la région parisienne? Pourquoi la fraction du syndicat de l'enseignement de la Seine ni le syndicat n'ont-ils pas été avertis du Congrès?

Ensuite pourquoi la section parisienne de l'U.G.E.E. n'a-t-elle pas été avertie et n'a-t-elle eu aucun délégué au congrès U.G.E.E. de la région parisienne? Pourquoi la fraction du syndicat de l'enseignement de la Seine ni le syndicat n'ont-ils pas été avertis du Congrès?

section Sorbonne, fait toujours, parmi les étudiants, naître des déviations !!!

Après ce congrès fantôme, les partisans de Charlot dans la fraction du syndicat de la Seine, et ceux-là seulement, organisaient d'une manière ridicule l'évidente la mise en scène de l'enthousiasme délirant (sic) qu'éprouvaient les délégués (que personne d'autre n'a vus) au récit des hauts faits pratiques et théoriques de la majorité confédérale fait par leur « direction révolutionnaire »

La leçon de tout ceci c'est qu'il faut impitoyablement démasquer le vaste bluff de l'U.G.E.E. Les normaliens doivent adhérer à la fédération au moyen de syndicats de catégorie et faire définitivement fin de l'organisation estudiantine corporative.

Un instituteur oppositionnel.

Quelques remarques sur la question de la collectivisation en U. R. S. S.

Les conférences de Moscou et de Leningrad viennent d'avoir lieu. Kaganovitch et Molotov ont parlé. Ces « guides » sont encore contraints de parler, dans des discours qui durent des heures et dans des articles kilométriques, du « trotskysme »

De quelle manière éhontée ils cachent leurs propres fautes et les mettent au compte de notre Opposition, en voici un exemple : Kaganovitch explique que « toutes les fautes commises dans la collectivisation, toutes les exagérations, les méthodes de contrainte, etc., sont des exemples typiques de « trotskysme ».

On accuse d'abord les masses d'être des « têtes brûlées », parce qu'elles ont réalisé la politique stalinienne. Maintenant que les masses s'en défendent et se révoltent, on trouve quelque chose de neuf : le « trotskysme », coupable de toutes les erreurs.

Nous avons déjà dans les derniers numéros de la Vérité, exprimé notre opinion. Nous répétons que :

1° Nous avons été les premiers à combattre pour un rythme accéléré de l'industrialisation et de la collectivisation, alors que Staline et Molotov défendaient la conception de Boukharine (« Enrichissez-vous ! », « Trotsky, industrialisateur à outrance », et « Trotsky veut dépouiller les paysans »).

2° Nous combattons aujourd'hui l'aile « gauche » de l'opportunisme, tandis que Staline a résolu de « détruire la classe des koulaks en quatre années », de forcer les paysans à entrer dans les kolkhoz, sans tenir compte des ressources techniques et matérielles.

Nous avons dit, et nous répétons : De telles méthodes ne peuvent que compromettre la collectivisation aux yeux des masses. Nous sommes, comme autrefois, pour un rythme accéléré de l'industrialisation et la collectivisation, mais en tenant compte rigoureusement des ressources techniques et matérielles du pays.

Nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces de telles mesures, malgré toutes les calomnies et les bannissements.

A. SENINE.







